

Christian Meyers

L'éducation, demain au Luxembourg...

Les grands défis des enseignants-chercheurs et praticiens réflexifs

À côté de la « Computational Science », du « Droit européen », de la « Finance », l'« Éducation » est (à nouveau) l'une des quatre priorités que se donne l'Université du Luxembourg pour les années à venir. Cela en fait sûrement espérer ou même rêver plus d'un ! Ou peut-être quand même pas, comme certains syndicalistes endurcis ! D'aucuns souligneront sûrement que c'était absolument nécessaire en vue de la sauvegarde d'abord de la compétitivité du pays et plus largement du « modèle luxembourgeois ». L'étude PISA, quoi qu'on en dise, n'aurait-elle pas justement démontré que le système scolaire luxembourgeois est un des plus injustes et des plus discriminants par rapport à certaines populations et qu'il faut absolument stopper la « matière grise perdue »... ?

Constatons donc d'abord avec satisfaction que les sciences sociales et humaines sont peut-être aujourd'hui un peu moins « l'enfant pauvre » de l'université. Réjouissons-nous que la balance penche un peu moins du côté du modèle d'une université élitiste, fondée presque exclusivement sur la recherche de haut niveau, mais un tout petit peu aussi du côté d'une université « au service de l'humain » (des générations futures). Et c'est là aussi que les choses se compliquent, car ce n'est pas

la même chose de travailler avec « de l'humain, du vivant » ou avec de la « matière inerte ». De mon point de vue, le rectorat

**La recherche est toujours plus
ou moins dépendante des sources
et ressources de financement
ainsi que du cadre sociopolitique
qui lui est imposé.**

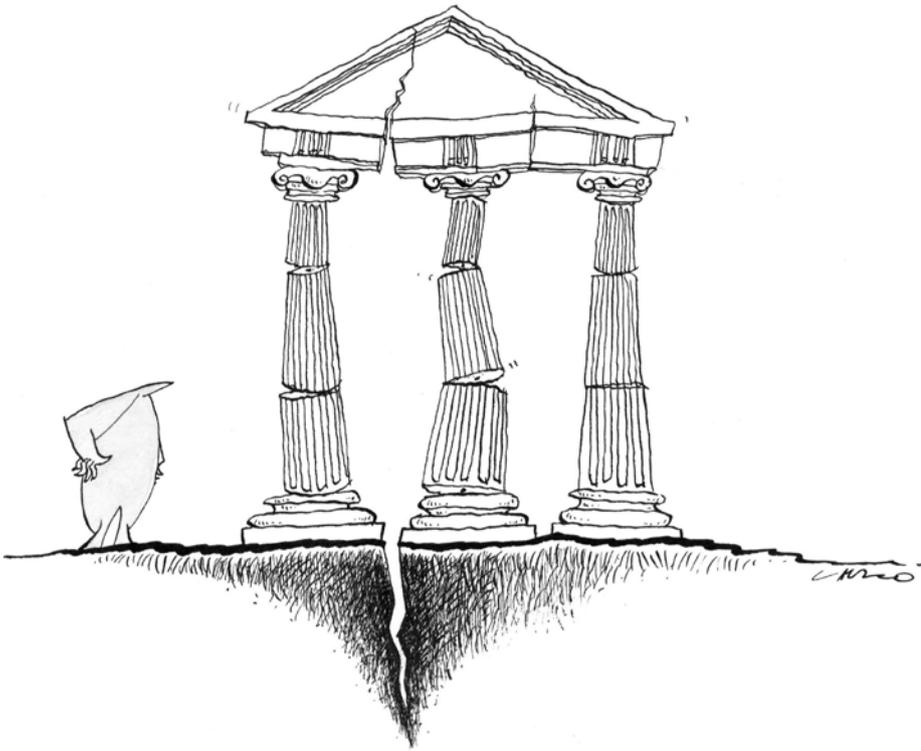
et le conseil de gouvernance appliquent les mêmes critères aux deux grandes familles de sciences, sans tenir compte des différences fondamentales qui existent entre elles. L'une d'elle est sûrement que, contrairement aux « sciences dures » dont les résultats de recherche et produits développés ont souvent des retombées directes pour l'industrie, les sciences humaines et sociales, décriées comme « sciences molles », ne rapportent pas gros, mais coûtent bien au contraire excessivement cher à l'université, à l'État et donc finalement au contribuable. Oui, l'accès à la « société de la connaissance » n'est pas gratuit et n'est pas non plus destiné à tous !

Il ne faut donc pas se leurrer. La recherche est toujours plus ou moins dépendante des sources et ressources de financement ainsi que du cadre sociopolitique qui lui est imposé. Autrement dit, celui qui finance la recherche – au Luxembourg, de façon directe ou indirecte, majoritairement l'État

– a toujours une certaine mainmise sur les résultats de recherche et leur publication. Le diable se trouve dans la négociation de ce qui est publiable et de ce qui l'est moins ou point ! Plus grave encore, les résultats censurés ou embellis, dépoussiérés a posteriori, ne sont plus « récupérables » pour d'autres recherches exclusivement faites à l'université, car appartenant aussi au donneur d'ordre. Celui-ci a, le cas échéant, la possibilité de limiter la diffusion des résultats en n'y donnant accès qu'à un public « averti » ou par contre en le déposant par exemple dans un espace virtuel introuvable de leur site Internet officiel, ce qui lui permet néanmoins à tout moment de plaider qu'il est accessible au grand public. La société de la connaissance est surtout celle d'une certaine élite bien informée, bien formée et bien normée, qui, avec l'un des précurseurs de la science moderne, Francis Bacon, sait que *Nam et ipsa scientia potestas est* (1597) (« En effet, le savoir lui-même est pouvoir »).

Ambitions et moyens

Faire donc de l'éducation une des grandes priorités de l'Université du Luxembourg demande aussi un certain nombre d'adaptations et de restructurations afin de pouvoir être à la hauteur des ambitions qu'on s'est données. Tout cela demande du temps, de la persévérance et surtout une vision sur le long terme. Du temps dont ne disposent ni l'université ni les ministères,



qui, eux-mêmes, se trouvent sous la houlette des politiques limités par leur mandats respectifs. Ainsi, ce qui est demandé aux employés de l'université, c'est de la productivité, de l'efficacité, du chiffre, du résultat ! La quantité de productions et leur visibilité à tout prix prend le dessus sur la qualité, le respect de l'éthique et la rigueur méthodologique, voire même scientifique de façon générale. Et pour assurer cette productivité, on recourt à une intense mise en concurrence interne. Bienvenue alors le cercle vicieux et la spirale d'enfer, car nous savons bel et bien que ce modèle de fonctionnement néolibéral, déjà largement adopté par les universités voisines, produit des cas de plagiat, de falsification de résultats, d'effractions à la vie privée et du non-respect de la dignité humaine, mais peut mener par ailleurs également à du *mobbing* et même à des cas de suicide. Ne restons pas inconscients face à ce qui pourrait nous attendre bien vite !

Mais comment arriver à être à la hauteur des ambitions déclarées, si la tâche de l'enseignant-chercheur consiste à cumuler rédaction et publication de livres et d'articles *peer reviewed*, présentation de résultats de recherche à des colloques

internationaux, entretiens dans la presse locale ou internationale, relations de travail avec les ministères à entretenir, cours à assurer, corrections et évaluations de travaux d'étudiants à faire, tutorats à donner, visites de temps de terrain (« stages » dans les écoles) à effectuer, travaux de fin d'études aux niveaux bachelor, master et doctorat à accompagner et à corriger, sans parler des responsabilités administratives éventuelles à assurer ? On constate alors qu'ou bien, on exploite gentiment les doctorants et étudiants inconscients, ou l'on néglige sa tâche d'enseignement et d'encadrement des étudiants, car ces lourdes tâches-là ne sont ni valorisées au niveau progression de la carrière scientifique, voire universitaire en général. L'esprit de *team player* est abandonné et remplacé par des stratégies de communication « tape-à-l'œil ».

De plus, un certain pouvoir est accumulé entre les mains d'un nombre restreint de personnes et un sérieux déficit démocratique au niveau des structures et du fonctionnement à tous les niveaux se fait clairement ressentir. Posons donc ici la question douloureuse de savoir si les objectifs à court terme que l'Université du

Luxembourg s'est données ne sont pas en général trop ambitieux et trop chers à réaliser du point de vue *manpower* ?

Ne faudrait-il pas à tous les niveaux appliquer le slogan « *small is beautiful* » et se concentrer sur l'essentiel, c'est-à-dire d'abord sur les quatre grandes priorités que l'Université du Luxembourg s'est données, au lieu de vouloir toucher un peu à tout ? Passer au « *small is beautiful* » exigerait d'abord de revoir, du moins pour les sciences humaines et sociales, aussi la politique du rectorat qui consiste à empêcher la construction d'une carrière scientifique universitaire qu'*intra-muros*.

Ce qui se comprend largement pour les autres facultés et formations académiques (principe de rotation, enrichissement mutuel, développement d'études comparatives, coopérations internationales, interdisciplinarité, etc.), devient un sérieux handicap pour les étudiants et membres de la faculté FLSHASE. Concernés sont surtout les « Luxembourgeois », c'est-à-dire les natifs et ceux qui séjournent au Luxembourg depuis leur jeune âge. Ceux-ci ne peuvent donc pas construire leur carrière *in-house*, comme en témoigne l'exemple d'un nouveau docteur en psychologie qui ne pouvait ni postuler directement pour un poste structurel dans le corps académique, ni même faire son *postdoc* à l'Université du Luxembourg. Ce qui pose problème, c'est que nous avons justement besoin de ce type de personnes expertes à l'université, car en « éducation », la composante langagière et le complexe contexte « multiversel » jouent pour beaucoup dans la compréhension de la situation socioculturelle luxembourgeoise.

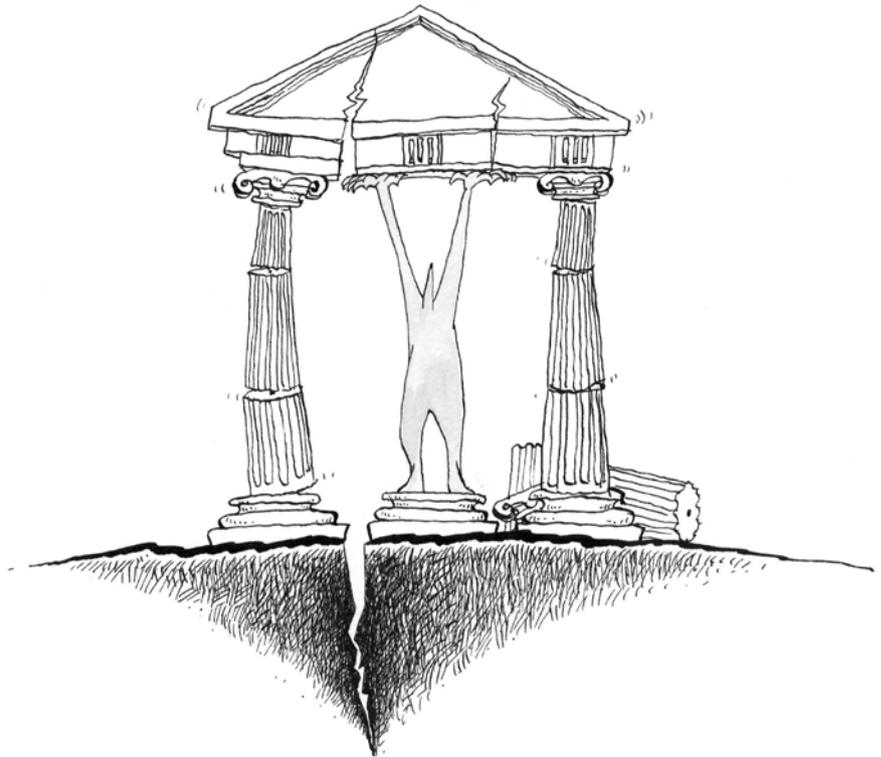
Comment peut-on concevoir notamment l'encadrement de temps de terrain de futurs enseignants ou pédagogues sociaux, si le « tuteur » ne maîtrise ni suffisamment la langue luxembourgeoise ni ne s'intéresse au contexte luxembourgeois, car trop pris par la poursuite de sa carrière académique ? Pire encore, que faire si malgré son engagement à l'Université du Luxembourg, le tuteur séjourné la plupart du temps à l'étranger ? Comment alors dans de telles conditions réussir à implémenter une coopération entre l'Université du Luxembourg, le ministère de l'Éducation,

les inspecteurs de ressorts et les différents acteurs du terrain et, plus encore, instaurer une confiance mutuelle?

Pour un certain nombre d'employés, le phénomène de la trop grande « germanisation » aux niveaux mentalité et fonctionnement de l'université est perçu comme hautement dangereux, car remettant notamment en cause le sacro-saint trilinguisme officiel! En admettant que ceci soit véridique, une conséquence prévisible serait notamment la progressive éviction du français comme une des langues de travail du curriculum universitaire. Sur-tout, en éducation, cela aurait des conséquences dramatiques pour les futurs enseignants et éducateurs, confrontés dans leur travail quotidien à des enfants et parents romanophones. Ce serait d'autant plus dramatique que l'on sait que les résultats du test de maîtrise du français lors du concours d'admission au bachelors en sciences de l'éducation sont, année après année, désastreux et en plus passés complètement sous silence, voire largement tabouisés au niveau politique. Il n'y a donc pas de mise à niveau proposée aux nombreux étudiants nécessiteux et le problème ne va que s'aggraver dans les années à venir si les différents acteurs en matière d'éducation ne se mettent pas au plus vite autour d'une table afin de trouver des solutions communes.

L'engagement dans la cité

Dans la discussion de sourds (et de beaucoup de muets) qui oppose certains leaders syndicalistes à des scientifiques de l'Université du Luxembourg, on a l'impression que la différence essentielle consiste, d'un côté, dans la défense des grands privilèges du corps enseignant et, de l'autre, la recherche de solutions travaillant pour le bien de chaque élève, afin d'arriver finalement à un changement de paradigme où l'élève est au centre de l'éducation et non l'enseignant! Se pose alors la question délicate de l'engagement du scientifique dans la cité. Peut-on vraiment rester neutre devant l'influence politique notoire et l'énorme pouvoir d'achat d'une caste rigide d'enseignants, extrêmement gâtée en des temps de multi-crise internationale, et où le respect des droits élémentaires d'éducation, d'égalité de chances en matière d'accès à



un travail décent pour chaque membre de la société luxembourgeoise sont bafoués de façon systématique? Qu'aurait dit et fait un Bourdieu, qui aurait bien reconnu dans le fonctionnement des institutions d'éducation luxembourgeoises (des crèches jusqu'à l'université) sa théorie de la reproduction sociale fondée sur l'« habitus » et un Foucault une gouvernance *top-down* au lieu de gouvernances *bottom-up*?

Dans un autre registre, ce n'est pas non plus en criant haut et fort à la fermeture d'« Eis Schoul », comme l'a fait un certain parti politique de façon opportuniste, que tous les problèmes éducationnels et institutionnels se régleront d'eux-mêmes. Voilà encore un bel exemple de la façon dont des politiques et, avec eux, de nombreux opportunistes se soumettent à la culture du résultat et du court terme et cassent de façon consciente le travail constant et courageux effectué par les équipes multiprofessionnelles tentant de mettre en œuvre une « culture du processus et de la réussite », une politique d'inclusion ainsi que de la recherche-action sur le fonctionnement quotidien en classe (effectuée par tous les enseignants considérés comme

praticiens réflexifs)! D'ailleurs, après des événements – traumatisants pour la ministre – autour d'« Eis Schoul », des projets d'écoles conçus en collaboration entre des chercheurs scientifiques et des praticiens du terrain, comme notamment l'École bilingue à double alphabétisation et le projet de profiter de la proximité entre l'école fondamentale et le lycée à Sanem d'un côté et le département d'Éducation de l'autre pour une coopération étroite à Esch-Belval, sont malheureusement passés à la trappe. Mais il faut constater aussi que l'effort systématique de la ministre de l'Éducation nationale, Mady Delvaux-Stehes, à collaborer avec le département d'Éducation de l'Université du Luxembourg a ouvert plus largement qu'avant la porte à la coopération entre les différents acteurs dans le secteur de l'éducation, que ce soient les écoles, les intervenants du bachelors en sciences de l'éducation ou plus largement les chercheurs en sciences humaines et sociales. Des passerelles entre le terrain et l'Université du Luxembourg ont pu être redéfinies et approfondies, afin d'assurer un meilleur transfert réciproque entre expérience du terrain et savoir théorique, et ce, pour le plus grand bien de tous. ♦